

position ne s'est le moins compromis, sauf erreur, pour dire jusqu'où il voudrait que notre pays s'endette davantage en vue de se procurer tous ces moyens de défense supplémentaires qu'il faudrait, ou pour dire combien d'impôts supplémentaires il serait prêt à approuver, ou quels aspects de la vie ces impôts devraient atteindre. Toute l'affaire a donné au Parlement un air d'invéraisemblance.

M. Bryce: On vous trouvera un siège là-bas.

M. Blackmore: Nous pouvons même nous passer des observations d'un député aussi distingué que l'est celui de Selkirk. Il doit se rendre compte que c'est en tant que Canadiens que nous participons à tout cela. En écoutant toutes ces protestations, je songe souvent à ce que seraient mes sentiments si j'étais premier ministre ou ministre des Finances.

Une voix: Vous ne le serez jamais.

M. Blackmore: Évidemment que je ne le serai jamais. Cette remarque stupide n'est qu'un autre exemple de ce manque de sérieux qui ne nous mène nulle part. Je dis la simple vérité et l'honorable député qui s'est permis de rigoler pourra la tourner en ridicule s'il le peut. Le chef du Gouvernement est attaqué de toutes parts. Les honorables députés croient-ils que d'être ainsi attaqué le met en meilleure forme pour aller engager le combat qu'il devra livrer, après l'ajournement de la Chambre? Ce n'est pas chose facile pour les membres du cabinet et, assurément, pour au moins l'un d'entre eux que d'écouter toutes les attaques dirigées contre leurs programmes sans que jamais personne n'offre une proposition visant à les améliorer. Après avoir écouté de tels propos, un homme s'en retourne profondément découragé et plus faible que lorsqu'il est arrivé.

Nous ne devons pas oublier que les gens qui dirigent les affaires du pays font face à la crise la plus grave qu'ait connue le Canada. Les difficultés qui les attendent sont probablement les pires qu'ait connues aucun gouvernement dans l'histoire canadienne. Et pourtant, ils vont quitter la Chambre après avoir été la cible d'invectives. Quelles propositions les députés sont-ils disposés à formuler?

Je crois que presque tout le monde sait très bien que, dans les grandes lignes, les partisans du Crédit social sont convaincus qu'il existe un moyen grâce auquel ces 18 millions de dollars auraient pu s'obtenir.

M. Fraser: Passons au déluge!

M. Blackmore: Si les honorables députés qui passent des remarques méritaient d'accéder à des postes de confiance, ils ne diraient

probablement pas les stupidités qu'ils débitent. Je me demande s'il y a une façon d'éviter de telles taxes vexatoires. Il doit sûrement y avoir un moyen. La question se soulèverait quand même de toute façon...

M. Fraser: Non! pas encore.

M. Blackmore: Je serais enchanté de répondre à la question et je le peux en quelques mots. Que tous les députés et tous les Canadiens qui lisent cette observation se demandent si les 18 millions de dollars créés par la Banque du Canada et avancés au gouvernement fédéral pour assurer les revenus découlant de ces impôts de 18 millions, produiraient plus de mauvais effets que cette série de taxes. On soutient que la création de monnaie par l'État et sa mise en circulation entraînent normalement une hausse des prix. Chaque article mentionné dans les résolutions occasionnera une augmentation des prix. Ce n'est pas une probabilité; c'est une certitude.

Envisageons la question de ce point de vue. Rappelons-nous que la création de monnaie n'entraînera pas de hausse des prix s'il y a beaucoup de marchandises. Presque tous les Canadiens conviendront, je crois, que non seulement il y a abondance des nombreuses denrées que j'ai mentionnées dans mon discours d'hier mais que les quantités peuvent s'accroître même davantage; or une foule d'autres produits dont le ministre du Commerce a parlé existent déjà au Canada et peuvent s'obtenir en plus grande abondance sans que notre effort de guerre s'en ressente beaucoup. Ce sont des faits. Que les députés envisagent la situation où se trouve le Canada en ce moment.

M. Hatfield: On veut vous empêcher de cultiver des betteraves à sucre.

M. Blackmore: En effet; c'est là un autre grave problème. Il est un autre petit détail que le Règlement m'interdit peut-être d'aborder, mais dont il convient de parler avant la fin de la session. Apparemment, le Gouvernement a arrêté, pour la conduite de la guerre, un programme de paiement au fur et à mesure. Il n'est pas difficile de calculer quel sera le maximum absolu de l'effort que pourra fournir le pays, si l'argent nécessaire à la poursuite de la guerre doit être tiré des goussets du contribuable. Il n'est pas difficile de mesurer les effets regrettables qu'auront sur notre économie les impôts que l'État devra prélever pour obtenir les fonds nécessaires à la défense. Les membres des partis libéral, conservateur et cécéliste sont-ils disposés à restreindre l'effort de guerre du pays aux sommes d'argent qu'on pourra tirer des goussets du contribuable? Le Gouvernement